

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 125

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES LÉONARD

Ministre d'État à l'aménagement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi vise essentiellement à établir des règles d'aménagement du territoire québécois, dont l'application relèvera principalement des conseils de comté.

À cette fin, le projet de loi prévoit qu'un conseil de comté peut adopter un schéma d'aménagement portant notamment sur les grandes orientations de l'aménagement du territoire du comté. Certains éléments doivent obligatoirement être contenus au schéma. Le conseil de comté a également la faculté d'inclure à son schéma d'autres éléments énumérés au projet de loi. Le ministre responsable de l'application de la loi peut à tout moment ordonner à un conseil de comté d'adopter un schéma ou d'y inclure des éléments facultatifs. Des mécanismes de consultation de la population sont prévus à différents stades de l'élaboration et de l'adoption du schéma d'aménagement. Le gouvernement est également appelé à indiquer au conseil de comté les orientations qu'il entend poursuivre en matière d'aménagement dans le comté. Le schéma doit respecter ces orientations, à défaut de quoi le ministre peut demander au conseil de comté de modifier son schéma en conséquence.

Le conseil de comté peut à tout moment modifier son schéma d'aménagement en suivant la procédure requise pour l'adoption du schéma. Le projet de loi prévoit qu'à tous les cinq ans, le conseil de comté est tenu de réviser son schéma.

Dans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur d'un schéma d'aménagement, chaque municipalité du comté est tenue d'adopter pour la totalité de son territoire un plan d'urbanisme et des règlements de zonage, de lotissement et de construction. Ce plan et ces règlements, dont le projet de loi indique les composantes possibles, doivent être conformes aux objectifs du schéma d'aménagement. Une municipalité sur le territoire de laquelle sont déjà en vigueur un tel plan et de tels règlements

doit, dans le même délai, les modifier, s'il y a lieu, pour les rendre conformes aux objectifs du schéma.

Les mécanismes d'élaboration et d'adoption du plan d'urbanisme prévoient, comme pour l'adoption du schéma d'aménagement, l'information des citoyens et la tenue d'assemblées publiques.

Une municipalité qui fait partie d'un comté où n'est pas en vigueur ni en voie d'élaboration un schéma d'aménagement et qui adopte un plan d'urbanisme doit, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur de ce plan, adopter pour l'ensemble de son territoire des règlements de zonage, de lotissement et de construction conformes au plan d'urbanisme. Le cas échéant, cette municipalité doit, dans le même délai, modifier ses règlements existants pour les rendre conformes à son plan d'urbanisme.

Le projet de loi prévoit une période de contrôle intérimaire à compter de la date du déclenchement du processus d'élaboration d'un schéma d'aménagement jusqu'au moment de l'entrée en vigueur d'un règlement de contrôle intérimaire adopté par le conseil de comté, ou, à défaut, jusqu'à ce que soient certifiés conformes les plan et règlements d'une municipalité.

Ce contrôle intérimaire vaut également au niveau local dans le cas d'une municipalité faisant partie d'un comté où n'est pas en vigueur un schéma d'aménagement non plus qu'une résolution attestant l'intention d'élaborer un schéma d'aménagement. Ce contrôle couvre alors la période s'étendant du moment où la municipalité adopte une résolution autorisant l'élaboration d'un plan d'urbanisme jusqu'au moment où ses règlements de zonage, de lotissement et de construction sont certifiés conformes à son plan d'urbanisme et sont en vigueur.

Le projet de loi précise que le gouvernement, ses ministères et mandataires sont liés par le schéma d'aménagement d'un comté, le plan d'urbanisme et les règlements de zonage, de lotissement et de construction d'une municipalité qui fait partie du comté.

Le gouvernement peut, dans certains cas prévus au projet de loi, décréter des zones d'intervention spéciale. Le décret de zone d'intervention spéciale doit, avant d'être adopté, faire l'objet d'une consultation du comté et des municipalités concernés.

Pour les fins de l'aménagement et pour d'autres fins, le projet de loi prévoit que les corporations de comté comprendront non seulement les municipalités régies par le Code municipal, mais aussi les municipalités régies par la Loi des cités

et villes. Le projet de loi prévoit également de nouvelles règles de fonctionnement des conseils de comté.

Enfin, une Commission nationale de l'aménagement est constituée pour formuler des avis sur la conformité entre les objectifs du schéma d'aménagement et les plans et règlements de zonage, de lotissement et de construction ou, lorsqu'il n'y a pas de schéma, sur la conformité entre les objectifs du plan d'urbanisme et les règlements municipaux. La Commission est également le registraire et le gardien des règlements, résolutions, ordonnances, décrets et avis prévus dans le présent projet de loi.

Projet de loi n° 125

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE PRÉLIMINAIRE

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «avis de conformité»: un avis donné par la Commission sur la conformité d'un plan d'urbanisme ou d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction aux objectifs d'un schéma d'aménagement d'une corporation de comté, ou encore, en l'absence de schéma, sur la conformité d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction au plan d'urbanisme d'une municipalité;

b) «certificat de conformité»: un certificat délivré en vertu de l'article 44 par le secrétaire-trésorier;

c) «Commission»: la Commission nationale de l'aménagement telle que constituée par l'article 174;

d) «liste électorale»: la liste électorale ou, le cas échéant, le rôle d'évaluation devant servir aux élections municipales;

e) «ministre»: le ministre responsable de l'application de la présente loi;

f) «municipalité»: toute corporation municipale quelle que soit la loi qui la régit, à l'exclusion d'une corporation de comté;

g) «réseaux d'utilité publique»: les réseaux et terminaux d'aqueduc et d'égout, les réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunication et les réseaux de câblodistribution;

h) «secrétaire-trésorier»: le secrétaire-trésorier de la corporation de comté ou tout autre officier désigné à cette fin par le conseil de comté;

i) «voie de circulation»: tout endroit ou structure affecté à la circulation des véhicules et des piétons, notamment une route, rue ou ruelle, un trottoir, un sentier de piétons, une piste cyclable, une place publique ou une aire de stationnement.

TITRE I

LES RÈGLES DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME

CHAPITRE I

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DU COMTÉ

SECTION I

ATTRIBUTION DU CONSEIL DE COMTÉ

2. Un conseil de comté peut adopter par règlement un schéma d'aménagement de son territoire.

3. Un conseil de comté qui désire entreprendre l'élaboration d'un schéma d'aménagement doit manifester son intention par l'adoption d'une résolution à cet effet.

Copie de cette résolution est transmise, dès son adoption, à chacune des municipalités du comté, au ministre et à la Commission, pour enregistrement, avec avis de la date de son adoption.

Avis de l'adoption de cette résolution est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

4. Le ministre peut en tout temps ordonner à un conseil de comté d'adopter un schéma dans le délai qu'il indique.

Copie de cette ordonnance est transmise, dès son émission, au conseil de comté, à chacune des municipalités du comté et à la Commission, pour enregistrement.

Cette ordonnance entre en vigueur le jour de son émission; elle est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis de la date de son entrée en vigueur.

SECTION II

CONTENU DU SCHÉMA

5. Un schéma d'aménagement doit comprendre:

- a) les grandes orientations de l'aménagement du territoire du comté;
- b) les intentions générales d'affectation du territoire pour l'ensemble du comté;
- c) la délimitation de périmètres d'urbanisation;
- d) les normes générales applicables au développement à l'extérieur des périmètres d'urbanisation;
- e) les normes minimales à être respectées par les règlements adoptés par les municipalités conformément aux paragraphes *q* et *r* de l'article 109 et aux paragraphes *c* et *d* de l'article 112, ainsi que l'identification et la localisation des aires d'application de ces normes;
- f) l'identification, la localisation approximative et, s'il y a lieu, les échéanciers de réalisation des équipements et infrastructures que le comté considère de caractère intermunicipal;
- g) l'identification et la localisation approximative des équipements et infrastructures à être mis en place par le gouvernement, ses ministères et mandataires ainsi que par les organismes publics.

6. Un schéma d'aménagement peut comprendre:

- a) la densité approximative d'occupation qui est admise dans les diverses parties du territoire du comté, y compris dans les périmètres d'urbanisation;
- b) les grandes affectations du sol à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation;
- c) le tracé approximatif et le type des principales voies de circulation;
- d) l'identification et la localisation approximative des réseaux d'utilité publique et, le cas échéant, les phases et l'ordonancement de leur implantation;
- e) certaines normes générales dont devront tenir compte les règlements de zonage, de lotissement et de construction des municipalités;
- f) l'obligation pour un conseil municipal d'adopter, pour la totalité ou une partie de son territoire, le règlement prévu à l'article 114;

g) des propositions intermunicipales d'aménagement émanant d'un groupe de municipalités.

7. Le ministre peut en tout temps ordonner à un conseil de comté d'inclure dans son schéma d'aménagement un ou plusieurs des éléments prévus à l'article 6.

Copie de cette ordonnance est transmise, dès son émission, au conseil de comté, à chacune des municipalités du comté et à la Commission, pour enregistrement.

Cette ordonnance est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le jour de sa publication.

8. Un schéma d'aménagement est accompagné:

a) d'une estimation des coûts des divers équipements et infrastructures intermunicipaux qui sont proposés dans le schéma;

b) d'un document précisant les modalités et les conclusions de la consultation, y compris, le cas échéant, les motifs de désaccord exprimés par les personnes consultées.

SECTION III

ÉLABORATION DU SCHÉMA

9. Les études faites aux frais du conseil de comté dans le cours de l'élaboration du schéma d'aménagement appartiennent au conseil et font partie de ses archives.

10. Dans les quarante-cinq jours de l'adoption d'une résolution prévue à l'article 3 ou de l'entrée en vigueur d'une ordonnance du ministre prévue à l'article 4, une municipalité doit mettre à la disposition du conseil de comté dont elle fait partie un exemplaire de tout plan, règlement d'urbanisme ou étude qu'elle a commandé, reçu ou adopté à cette date.

11. Après l'adoption d'une résolution prévue à l'article 3 ou après l'entrée en vigueur d'une ordonnance prévue à l'article 4, le ministre fait parvenir au conseil de comté:

a) un document synthèse décrivant les orientations que le gouvernement, ses ministères et mandataires ainsi que les organismes publics entendent poursuivre en matière d'aménagement dans le comté;

b) des documents relatifs aux équipements et aux infrastructures que le gouvernement, ses ministères et mandataires ainsi que les organismes publics entendent réaliser dans le comté et qui sont susceptibles d'affecter l'élaboration du schéma.

12. Le conseil de comté prépare une proposition préliminaire d'aménagement afin de permettre la consultation sur le contenu du schéma et la conciliation des objectifs du comté avec ceux des municipalités et du gouvernement.

Cette proposition préliminaire est présentée sous forme d'options d'aménagement, avec une évaluation des coûts afférents à chacune d'elles.

13. La proposition préliminaire est soumise pour avis au conseil de chacune des municipalités du comté.

14. La proposition préliminaire est soumise à la consultation lors d'assemblées publiques tenues par une commission créée par résolution du conseil de comté, présidée par le préfet et formée d'autant de membres du conseil de comté que celui-ci estime nécessaire.

15. La proposition préliminaire est transmise aux municipalités du comté, aux comtés adjacents, au ministre et à la Commission, pour enregistrement, accompagnée d'un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets des assemblées publiques.

16. Au moins quinze jours francs avant la tenue de la première assemblée, un résumé de cette proposition préliminaire est expédié par le secrétaire-trésorier à chacune des personnes inscrites sur la liste électorale de chacune des municipalités du comté. Ce résumé est accompagné d'un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets de l'assemblée publique.

17. Le secrétaire-trésorier doit publier dans un journal diffusé dans le comté, au moins quinze jours francs avant la tenue d'une assemblée, un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets de l'assemblée. Cet avis est également publié conformément à l'article 349 du Code municipal et à l'article 372 de la Loi des cités et villes.

18. Une assemblée publique doit être tenue dans chacune des municipalités d'un groupe de municipalités dont la population totale représente au moins les deux tiers de la population du comté.

19. Au cours de l'assemblée, le conseil de comté doit expliquer sa proposition préliminaire d'aménagement et donner à toute personne l'occasion de se faire entendre. L'assemblée peut être ajournée autant de fois que nécessaire.

20. Après cette consultation, le conseil de comté adopte, par résolution, une proposition d'aménagement.

Copie certifiée de cette résolution est, dès son adoption, transmise au ministre et enregistrée à la Commission.

21. Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la résolution prévue à l'article 20, le ministre indique par avis au conseil de comté:

a) les orientations que le gouvernement poursuit ou entend poursuivre en matière d'aménagement dans le comté;

b) les projets d'équipements et d'infrastructures qu'il entend y réaliser;

c) s'il y a lieu, les objections du gouvernement à l'égard de la proposition d'aménagement retenue.

Copie de cet avis est enregistrée à la Commission.

22. Le conseil de comté élabore la version définitive de son schéma d'aménagement en tenant compte, s'il y a lieu, de l'option d'aménagement retenue, des avis du ministre et des municipalités, du résultat des consultations, des plans et règlements d'urbanisme existants ou de tout autre élément pertinent.

23. Avant d'adopter le schéma, le conseil de comté procède de nouveau à une consultation sur les divers éléments du schéma et les conséquences de son adoption.

Les modalités prévues aux articles 13 à 19 pour la consultation sur la proposition préliminaire d'aménagement s'appliquent, en les adaptant, à la consultation sur la version définitive du schéma.

24. Après la consultation prévue à l'article 23, dix pour cent des personnes possédant le cens électoral dans le comté ou cent personnes possédant le cens électoral par municipalité dans au moins les deux tiers des municipalités du comté peuvent demander la tenue d'un référendum avant l'adoption du premier schéma d'aménagement.

Le conseil de comté doit tenir ce référendum conformément aux modalités prévues dans le règlement adopté en vertu du paragraphe *c* de l'article 205. Ce référendum a une valeur consultative.

SECTION IV

ADOPTION DU SCHÉMA

25. Le schéma d'aménagement est adopté par un règlement du conseil de comté requérant le vote affirmatif des deux tiers des voix des membres présents au conseil.

26. Copie du schéma d'aménagement, avec avis de la date de son adoption, est, dès son adoption, transmise aux comtés adjacents, à chacune des municipalités du comté et au ministre, et enregistrée à la Commission.

27. Sous réserve des articles 28 à 30, le schéma d'aménagement entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après son adoption par le conseil de comté.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

28. Si le ministre estime que le schéma ne respecte pas les orientations du gouvernement, il peut demander au conseil de comté de le modifier.

Cette demande se fait par ordonnance motivée, dans les quatre-vingt-dix jours de l'adoption du schéma.

Copie de cette ordonnance est transmise, dès son émission, au conseil de comté et à chacune des municipalités du comté, et enregistrée à la Commission.

Cette ordonnance est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le jour de sa publication.

29. Le conseil de comté doit modifier son schéma conformément à l'ordonnance du ministre en suivant la règle prévue à l'article 25.

Copie du schéma modifié est transmise, dès son adoption, à chacune des municipalités du comté et au ministre, et enregistrée à la Commission.

Le schéma modifié entre en vigueur quinze jours après son adoption par le conseil de comté.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

30. Si, à l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du ministre, le conseil de comté n'a pas modifié son schéma d'aménagement conformément à l'ordonnance, le gouvernement peut, par décret, modifier le schéma pour le rendre conforme aux orientations du gouvernement.

Copie du décret est, dès son adoption, transmise par le ministre au conseil de comté et à chacune des municipalités du comté, et enregistrée à la Commission.

Le schéma ainsi modifié entre en vigueur à la date mentionnée au décret et a le même effet qu'un schéma adopté par le conseil de comté.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

31. Une copie du schéma d'aménagement est, dès son entrée en vigueur, transmise par le comté ou, le cas échéant, par le ministre, aux comtés adjacents, à chacune des municipalités du comté et, s'il y a lieu, au conseil de comté lui-même, et est enregistrée à la Commission.

32. Dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur du schéma, le secrétaire-trésorier doit transmettre à toutes les personnes inscrites sur la liste électorale de chacune des municipalités du comté, un résumé du schéma d'aménagement accompagné d'un avis de la date de son entrée en vigueur.

SECTION V

EFFETS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU SCHÉMA

33. Sous réserve de l'article 34, chaque municipalité du comté est tenue, dans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement, d'adopter pour la totalité de son territoire un plan d'urbanisme, un règlement de zonage, un règlement de lotissement et un règlement de construction, et d'en transmettre une copie certifiée au conseil de comté et au ministre, ainsi qu'à la Commission pour enregistrement. Ce plan et ces règlements doivent être conformes aux objectifs du schéma d'aménagement.

34. Une municipalité dans laquelle est en vigueur un plan d'urbanisme, un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction est tenue, après l'avoir modifié, le cas échéant, pour qu'il soit conforme aux objectifs du schéma d'aménagement, d'en transmettre une copie certifiée au conseil de comté et au ministre, ainsi qu'à la Commission pour enregistrement, dans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement.

35. L'approbation prévue aux articles 116 à 125 n'est pas requise dans le cas d'un règlement adopté conformément aux articles 33 et 34.

36. Dans les quarante-cinq jours suivant la date du dépôt du plan ou d'un règlement visé aux articles 33 et 34, le conseil

de comté l'examine et l'approuve s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement.

37. À l'expiration du délai de quarante-cinq jours suivant le dépôt du plan ou d'un règlement visé aux articles 33 et 34, si le certificat de conformité n'a pas été délivré, la municipalité qui a déposé le plan ou le règlement pour approbation par le conseil de comté peut demander à la Commission un avis de conformité.

Cette demande se fait par résolution signifiée à la Commission et au conseil de comté dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

38. Dans les quarante-cinq jours de la signification de cette demande, la Commission doit donner son avis sur la seule question de savoir si le plan ou le règlement visé aux articles 33 et 34 est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement.

Copie de l'avis de conformité est transmise, dès son émission, au conseil de comté et à la municipalité.

L'avis de la Commission lie les intéressés quant à la conformité. Cet avis peut cependant contenir, à titre indicatif seulement, les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer la conformité requise.

39. Si la Commission est d'avis que le plan ou le règlement est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement, le secrétaire-trésorier doit, dans les quinze jours de la date de l'avis de conformité, délivrer un certificat de conformité.

40. Si, à l'expiration du délai prévu au deuxième alinéa de l'article 37, la municipalité n'a pas demandé l'avis de la Commission ou si la Commission est d'avis que le plan ou le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma, le conseil de comté peut demander à la municipalité de modifier le plan ou le règlement de façon à assurer la conformité requise dans le délai qu'il prescrit, qui ne peut être de moins de quarante-cinq jours.

Ces modifications s'opèrent par un règlement qui ne requiert que l'approbation prévue à l'article 36.

41. Les dispositions des articles 33 à 40 s'appliquent, en les adaptant, à ces modifications.

42. À défaut par la municipalité de soumettre, dans le délai prescrit, ces modifications à l'approbation du conseil de comté, ce dernier procède lui-même à ces modifications aux frais de la municipalité.

Ces modifications s'opèrent par un règlement qui ne requiert aucune approbation.

Une fois modifié par le conseil de comté, le plan ou le règlement devient le plan ou le règlement de la municipalité; il est réputé approuvé par le conseil et conforme aux objectifs du schéma.

Copie en est déposée au bureau de la municipalité et enregistrée à la Commission.

Le secrétaire-trésorier du comté donne avis de ce dépôt dans un journal diffusé dans la municipalité.

43. L'article 42 s'applique, en l'adaptant, lorsqu'une municipalité fait défaut de se conformer aux articles 33 et 34.

44. Dès que le plan ou le règlement d'une municipalité a été approuvé ou est réputé approuvé, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à l'égard de ce plan ou de ce règlement.

Un plan ou un règlement visé aux articles 33, 34, 40, 42 ou 43 entre en vigueur à la date de la délivrance du certificat de conformité à l'égard de ce plan ou de ce règlement.

45. À compter de la date de la délivrance du certificat de conformité, le plan d'urbanisme, le règlement de zonage, le règlement de lotissement ou le règlement de construction est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement.

46. À compter de la date de la délivrance du certificat de conformité à l'égard du plan d'urbanisme, tout règlement d'emprunt d'une municipalité ayant pour objet l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné d'un avis du conseil de comté.

SECTION VI

MODIFICATION ET RÉVISION DU SCHÉMA

47. Le conseil de comté est tenu de réviser le schéma au plus tard cinq ans après son entrée en vigueur.

La révision du schéma d'aménagement se fait selon les dispositions des articles 48 à 52.

48. Le conseil de comté peut à tout moment modifier son schéma d'aménagement en suivant les procédures requises à l'article 23, en les adaptant.

49. Avant de faire la modification envisagée, le conseil doit adopter une résolution manifestant son intention de modifier son schéma et identifiant les municipalités dont le plan d'urbanisme, le règlement de zonage, le règlement de lotissement ou le règlement de construction devra être modifié.

Cette résolution peut également prévoir que les mesures de contrôle intérimaire prévues aux articles 56 à 69 s'appliquent aux municipalités visées par la résolution.

Une copie de cette résolution est transmise aux municipalités affectées accompagnée d'un avis de la nature des modifications à prévoir et, s'il y a lieu, des mesures de contrôle intérimaire envisagées.

50. Dans le cas prévu à l'article 48, les avis et le résumé requis par les dispositions des articles 13 à 19 doivent préciser l'effet de la modification projetée sur chacune des municipalités visées.

Une assemblée publique doit être tenue dans chacune des municipalités visées par la modification projetée.

51. Les dispositions prévues aux articles 25 à 32 pour l'adoption d'un schéma d'aménagement s'appliquent, en les adaptant, à l'adoption d'un règlement modifiant le schéma.

52. Lorsqu'une modification au schéma d'aménagement requiert la modification du plan d'urbanisme, du règlement de zonage, du règlement de lotissement ou du règlement de construction d'une municipalité pour les rendre conformes aux objectifs du schéma d'aménagement, le conseil de comté demande à la municipalité de les modifier et d'en déposer copie au conseil de comté et à la Commission, pour enregistrement, dans le délai qu'il prescrit.

Ces règlements de modification ne requièrent que l'approbation prévue à l'article 36.

Les dispositions des articles 36 à 45 s'appliquent, en les adaptant, à ces modifications.

53. À compter de la date de la délivrance d'un certificat de conformité, toute modification à un plan d'urbanisme, à un règlement de zonage, à un règlement de lotissement ou à un règlement de construction d'une municipalité, autre qu'une modification destinée à le rendre conforme aux objectifs d'un schéma d'aménagement, doit suivre la procédure prévue par la présente loi pour la modification de ce plan ou règlement.

54. Copie du règlement par lequel une municipalité modifie son plan d'urbanisme, son règlement de zonage, son règlement de lotissement ou son règlement de construction est transmise au conseil de comté et à la Commission, pour enregistrement, dans un délai de quinze jours suivant la date de son adoption ou, le cas échéant, de son approbation lorsqu'elle est requise par la présente loi.

Les dispositions des articles 36 à 39 et 44 s'appliquent, en les adaptant, à ces règlements de modification.

55. Si, à l'expiration du délai prévu au deuxième alinéa de l'article 37, la municipalité n'a pas demandé l'avis de la Commission ou si la Commission est d'avis que le règlement de modification visé à l'article 54 n'est pas conforme aux objectifs du schéma d'aménagement, le règlement de modification est réputé ne pas être conforme aux objectifs du schéma.

Le conseil de comté peut alors modifier le schéma d'aménagement conformément aux articles 48 à 51.

Si le conseil de comté ne modifie pas le schéma, la municipalité peut adopter, faire approuver et transmettre au conseil de comté un nouveau règlement de modification.

SECTION VII

LE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

56. À compter de l'adoption d'une résolution prévue à l'article 3 ou de l'entrée en vigueur d'une ordonnance du ministre prévue à l'article 4 jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement de contrôle intérimaire ou jusqu'à la date de la délivrance du dernier certificat de conformité à l'égard du plan d'urbanisme et des règlements de zonage, de lotissement et de construction d'une municipalité, est interdite dans le territoire de cette municipalité, sauf pour des fins agricoles sur des terres en culture:

- a) quelque nouvelle utilisation du sol;
- b) quelque nouvelle division ou subdivision d'un terrain ainsi que le morcellement d'un lot fait par aliénation selon l'article 2168 du Code civil.

57. Malgré l'article 56, l'interdiction d'ériger une nouvelle construction dans une municipalité est levée, moyennant la délivrance d'un permis par le fonctionnaire désigné par la municipalité, lorsque sont réunies les trois conditions suivantes:

- a) le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée, y compris ses dépendances, forme un ou plusieurs lots

distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) les services d'aqueduc et d'égout ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) sont déjà installés dans la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou le règlement décrétant leur installation est en vigueur;

c) le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée est adjacent à une rue publique.

58. Le conseil de comté peut adopter un règlement de contrôle intérimaire.

Ce règlement s'applique à chacune des municipalités du comté et demeure en vigueur sur le territoire d'une municipalité jusqu'à la date de la délivrance du dernier certificat de conformité à l'égard d'un plan d'urbanisme et des règlements de zonage, de lotissement et de construction de cette municipalité.

59. Ce règlement peut soustraire à l'application de l'une quelconque de ses dispositions la totalité ou une partie du territoire d'une municipalité, pourvu que ce territoire soit déjà régi par un règlement de zonage et un règlement de lotissement.

Dans le cas prévu au premier alinéa, la municipalité peut modifier son règlement de zonage ou son règlement de lotissement pendant la durée du contrôle intérimaire. Cette modification est assujettie à l'article 110 ou 113 mais n'entre en vigueur qu'à la date de son approbation par le conseil de comté.

60. Le règlement de contrôle intérimaire peut prévoir:

a) l'aire de son application;

b) le maintien de l'une ou l'autre des interdictions prévues à l'article 56;

c) les conditions pour lever les interdictions prévues au paragraphe précédent au moyen de la délivrance d'un permis par le secrétaire-trésorier, que ces conditions soient ou non prévues à l'article 57;

d) les modalités administratives de la délivrance des permis par le secrétaire-trésorier;

e) les règles particulières en matière de zonage, de lotissement ou de construction.

61. Le règlement de contrôle intérimaire requiert le vote affirmatif des deux tiers des voix des membres présents du conseil de comté.

Copie du règlement est, dans les quinze jours de son adoption, transmise à chacune des municipalités du comté, signifiée au ministre et enregistrée à la Commission.

62. Le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours de la signification de ce règlement, le désavouer en tout ou en partie.

Avis du désaveu et des motifs sur lesquels il est fondé est transmis au conseil de comté et à chacune des municipalités du comté, et enregistré à la Commission.

63. Un règlement de contrôle intérimaire qui n'a pas été désavoué entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa signification au ministre.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

64. Les dispositions des articles 61 à 63 s'appliquent, en les adaptant, à la modification d'un règlement de contrôle intérimaire.

65. Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un règlement le modifiant, une municipalité faisant partie du comté peut, par requête indiquant les motifs de son opposition et les modifications souhaitées, demander au ministre de modifier le règlement de contrôle intérimaire.

66. La décision du ministre sur cette requête est rendue par ordonnance et peut modifier le règlement de contrôle intérimaire.

Cette ordonnance est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le jour de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Elle a le même effet qu'un règlement adopté par le conseil de comté.

Copie de cette ordonnance et des motifs à son soutien est, dès son émission, transmise au conseil de comté et à chacune des municipalités du comté, et enregistrée à la Commission.

67. Lorsqu'un permis est requis suivant l'article 60, aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision en vertu de l'article 2175 du Code civil ne peut être valablement effectué sans la production d'un certificat du secrétaire-trésorier attestant que le plan ne va pas à l'encontre du règlement de contrôle intérimaire.

68. Le permis prévu à l'article 57 ou à l'article 60 ne dispense pas son détenteur de l'obligation de satisfaire aux règlements de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé le terrain visé.

69. À compter de l'adoption d'une résolution prévue à l'article 3 ou de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du ministre prévue à l'article 4 et jusqu'à la date de la délivrance du dernier certificat de conformité à l'égard du plan d'urbanisme et des règlements de zonage, de lotissement et de construction d'une municipalité, tout règlement d'emprunt de cette municipalité ayant pour objet l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné d'un avis du conseil de comté.

70. À compter de la date d'adoption par le conseil de comté d'une résolution comportant la mention prévue au deuxième alinéa de l'article 49 et jusqu'à la date de la délivrance du dernier certificat de conformité à l'égard du plan d'urbanisme et des règlements de zonage, de lotissement et de construction d'une municipalité, les mesures de contrôle intérimaire prévues aux articles 56 à 69 s'appliquent sur le territoire de cette municipalité.

CHAPITRE II

LES RÈGLEMENTS D'URBANISME DES TERRITOIRES NON ÉRIGÉS EN MUNICIPALITÉ OU NON ORGANISÉS

71. Tout conseil de comté est tenu d'adopter, dans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement, à l'égard des territoires visés à l'article 27 du Code municipal, un règlement de zonage suivant l'article 109, un règlement de lotissement suivant l'article 112 et un règlement de construction suivant l'article 115.

Ces règlements doivent être conformes aux objectifs du schéma d'aménagement

72. Si un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction du conseil de comté est en vigueur à l'égard des territoires visés à l'article 27 du Code municipal lors de l'entrée en vigueur du schéma, le conseil de comté est tenu, dans le même délai, de modifier, le cas échéant, ce règlement pour le rendre conforme aux objectifs du schéma d'aménagement.

73. Copie certifiée des règlements prévus aux articles 71 et 72 est enregistrée à la Commission.

74. Les articles 99 à 103 de la présente loi s'appliquent, en les adaptant, à la conformité d'un règlement prévu aux articles 71 et 72 aux objectifs du schéma d'aménagement.

75. Les dispositions des articles 104, 110 et 113 s'appliquent, en les adaptant, à une modification à un règlement prévue aux articles 71 et 72.

CHAPITRE III

LE PLAN D'URBANISME D'UNE MUNICIPALITÉ

SECTION I

ATTRIBUTION D'UNE MUNICIPALITÉ

76. Sous réserve de l'article 33, une municipalité peut élaborer et adopter un plan d'urbanisme.

77. Un conseil municipal qui désire entreprendre l'élaboration d'un plan d'urbanisme doit manifester son intention par l'adoption d'une résolution à cet effet.

Copie de cette résolution est transmise, dès son adoption, au conseil de comté, au ministre et à la Commission, pour enregistrement, avec avis de la date de son adoption.

Avis de l'adoption de cette résolution est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

78. Le ministre peut en tout temps, par ordonnance motivée, enjoindre à une municipalité d'adopter, dans le délai qu'il indique, un plan d'urbanisme et indiquer, le cas échéant, les éléments des articles 80 et 81 que le plan doit comprendre.

Copie de cette ordonnance est transmise, dès son émission, à la municipalité, au conseil de comté et à la Commission, pour enregistrement.

Cette ordonnance entre en vigueur le jour de son émission; elle est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis de la date de son entrée en vigueur.

SECTION II

CONTENU DU PLAN D'URBANISME

79. Un plan d'urbanisme doit comprendre:

a) les grandes orientations d'aménagement de la municipalité;

b) les grandes affectations du sol et les densités de son occupation.

80. Un plan d'urbanisme peut comprendre:

a) les zones d'habitation à rénover, à restaurer ou à protéger;

b) le tracé projeté et le type des principales voies de circulation et des réseaux de transport;

c) la nature, la localisation et le type des équipements et des infrastructures tant publics que privés destinés à l'usage de la vie communautaire;

d) une évaluation des coûts afférents à la réalisation des éléments du plan.

81. Un plan d'urbanisme peut aussi comprendre un programme particulier d'aménagement pour une partie du territoire de la municipalité.

Ce programme d'aménagement peut comprendre:

a) le tracé projeté et le type des principales voies de circulation et des réseaux de transport;

b) la nature, l'emplacement et le type des équipements et des infrastructures tant publics que privés destinés à l'usage de la vie communautaire;

c) la nomenclature des travaux prévus, une évaluation des coûts et une indication des organismes concernés;

d) la réglementation de zonage proposée;

e) la séquence de construction des équipements urbains et des services d'utilité publique;

f) la durée approximative des travaux;

g) les programmes particuliers de réaménagement, de restauration et de démolition.

82. Le conseil de comté, une fois son schéma d'aménagement en vigueur, peut, par résolution, obliger une municipalité à inclure dans son plan d'urbanisme un ou plusieurs éléments des articles 80 et 81.

Copie de cette résolution est transmise dès son adoption à la municipalité, au ministre et à la Commission, pour enregistrement, et avis de l'adoption de cette résolution est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

83. Un plan d'urbanisme doit être accompagné d'une description des travaux pertinents que la municipalité entend exécuter.

ter à court terme, avec une évaluation des coûts. Cette description est adoptée par résolution et elle peut être modifiée en tout temps.

SECTION III

ÉLABORATION DU PLAN D'URBANISME

84. Une municipalité peut, dans l'élaboration de son plan d'urbanisme, formuler une proposition préliminaire portant sur les éléments du plan prévus à l'article 79.

Cette proposition préliminaire d'urbanisme est présentée sous forme d'options, avec une évaluation des coûts y afférents.

85. La proposition préliminaire est soumise pour avis au conseil de comté.

86. La proposition préliminaire est soumise à la consultation lors d'une assemblée publique tenue par le conseil municipal et présidée par le maire.

87. La proposition préliminaire est transmise aux municipalités contiguës, au conseil de comté, au ministre et à la Commission, pour enregistrement, accompagnée d'un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets de l'assemblée publique.

88. Le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité doit publier dans un journal diffusé dans la municipalité, au moins quinze jours francs avant la tenue de l'assemblée, un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets de l'assemblée.

Cet avis est également publié conformément à l'article 346 du Code municipal et à l'article 372 de la Loi des cités et villes.

89. Au cours de cette assemblée publique, le conseil municipal doit expliquer sa proposition préliminaire et donner à toute personne l'occasion de se faire entendre. L'assemblée peut être ajournée autant de fois que nécessaire.

90. La municipalité élabore la version définitive de son plan d'urbanisme en tenant compte, s'il y a lieu, de la proposition d'urbanisme, de l'avis du conseil de comté, des résultats de la consultation ou de tout autre élément pertinent.

91. Avant d'adopter son plan d'urbanisme, la municipalité doit procéder à une consultation sur les divers éléments du plan ainsi que sur les conséquences découlant de son adoption. Cette consultation est requise même lorsqu'une consultation a été faite sur la proposition préliminaire prévue à l'article 84.

Les modalités prévues aux articles 85 à 89 s'appliquent, en les adaptant, à la consultation sur la version définitive du plan d'urbanisme.

Le conseil municipal peut toutefois choisir de tenir cette assemblée pour l'ensemble de la municipalité ou pour toute partie de celle-ci qu'il indique.

92. Au moins quinze jours francs avant la tenue de l'assemblée, un résumé de ce plan d'urbanisme doit être expédié par le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité à chacune des personnes inscrites sur la liste électorale. Ce résumé est accompagné d'un avis de la date, de l'heure, du lieu et des objets de l'assemblée publique.

SECTION IV

ADOPTION DU PLAN D'URBANISME

93. Le plan d'urbanisme est adopté par un règlement du conseil municipal requérant le vote affirmatif des deux tiers des membres du conseil.

94. Dans le cas d'une municipalité qui fait partie d'un comté où est en vigueur une résolution prévue à l'article 3 ou une ordonnance du ministre prévue à l'article 4, le plan d'urbanisme entre en vigueur à la date de délivrance du certificat de conformité.

Dans les autres cas, le plan d'urbanisme entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 364 du Code municipal ou de l'article 390 de la Loi des cités et villes.

95. Copie du plan d'urbanisme avec avis de la date de son entrée en vigueur est transmise aux municipalités contiguës, au conseil de comté et au ministre, et est enregistrée à la Commission.

96. Dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur du plan d'urbanisme, le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité doit transmettre à toutes les personnes inscrites sur la liste électorale un résumé du plan d'urbanisme accompagné d'un avis de la date de son entrée en vigueur.

SECTION V

EFFETS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PLAN D'URBANISME

97. L'entrée en vigueur du plan d'urbanisme ne crée aucune obligation quant à l'échéance et aux modalités de réalisation des éléments qui y sont contenus.

98. Le conseil d'une municipalité qui fait partie d'un comté où n'est en vigueur ni résolution prévue à l'article 3, ni ordonnance du ministre prévue à l'article 4, ni schéma d'aménagement doit, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du plan d'urbanisme, adopter pour l'ensemble de son territoire un règlement de zonage, un règlement de lotissement et un règlement de construction conformes au plan d'urbanisme, en déposer une copie certifiée au conseil de comté et à la Commission, pour enregistrement.

Cependant, si un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction est en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du plan d'urbanisme ou de sa modification, le conseil est, le cas échéant, tenu dans le même délai, de modifier ce règlement de zonage, ce règlement de lotissement ou ce règlement de construction pour le rendre conforme au plan d'urbanisme, d'en déposer une copie certifiée au conseil de comté et à la Commission, pour enregistrement. L'approbation prévue aux articles 116 à 125 n'est pas requise dans le présent cas.

99. Dans les quarante-cinq jours de l'adoption par le conseil municipal d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction visé au premier alinéa de l'article 98, ou d'un règlement modifiant un règlement de zonage, de lotissement, ou de construction visé au deuxième alinéa de l'article 98, tout résident de la municipalité ou toute personne inscrite sur la liste électorale de cette municipalité peut demander par écrit à la Commission un avis de conformité.

100. Dans les quarante-cinq jours de la réception d'une demande prévue à l'article 99, la Commission doit donner son avis sur la conformité du règlement au plan d'urbanisme.

L'avis de la Commission lie tous les intéressés. Cet avis peut contenir, à titre indicatif, les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer la conformité requise.

Copie de cet avis est transmise à toute personne qui a demandé un avis de conformité à la Commission, ainsi qu'à la municipalité.

La municipalité doit faire publier l'avis conformément à l'article 346 du Code municipal et à l'article 372 de la Loi des cités et villes.

101. Le règlement de zonage, de lotissement ou de construction visé à l'article 98 entre en vigueur:

a) quarante-cinq jours après son adoption, lorsqu'aucun avis n'a été demandé à la Commission; ou

b) quinze jours après l'avis favorable de la Commission.

À compter de cette date, le règlement est réputé conforme au plan d'urbanisme.

102. Si de l'avis de la Commission, un règlement de zonage, de lotissement ou de construction n'est pas conforme au plan d'urbanisme, la municipalité doit, dans les quatre-vingt-dix jours, le modifier pour le rendre conforme au plan d'urbanisme. L'approbation prévue aux articles 116 à 125 n'est pas requise.

103. Les articles 99 à 102 s'appliquent, en les adaptant, aux règlements adoptés en vertu de l'article 102.

104. Un règlement de modification à un règlement de zonage, de lotissement ou de construction qui a été adopté et approuvé en conformité des dispositions des articles 116 à 125 est réputé conforme au plan d'urbanisme.

SECTION VI

MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME

105. Sous réserve des articles 34 et 52, une municipalité peut à tout moment modifier son plan d'urbanisme en suivant la procédure prévue aux articles 91 à 93, 95 et 96, en les adaptant.

Lorsque le conseil municipal désire modifier son plan d'urbanisme, il peut adopter une résolution indiquant son intention de se prévaloir des mesures de contrôle intérimaire prévues aux articles 107 et 108 et identifiant les parties de son territoire qui sont affectées.

Une copie de cette résolution est, dès son adoption, transmise au conseil de comté, enregistrée à la Commission et publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

106. Cette modification entre en vigueur, dans le cas des articles 52 et 54, à la date de la délivrance du certificat de conformité ou, dans les autres cas, conformément aux dispositions de l'article 364 du Code municipal ou de l'article 390 de la Loi des cités et villes.

SECTION VII

LE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

107. Dans un comté où n'est en vigueur ni une résolution prévue à l'article 3, ni une ordonnance du ministre prévue à l'arti-

cle 4, ni un schéma d'aménagement, et à compter de l'adoption d'une résolution du conseil municipal autorisant l'élaboration d'un plan d'urbanisme, ou à compter de l'ordonnance du ministre demandant l'adoption d'un plan d'urbanisme, et jusqu'à l'entrée en vigueur de tous les règlements prévus à l'article 98, les dispositions de contrôle intérimaire des articles 56 à 70 s'appliquent, en les adaptant, à cette municipalité.

108. Dans une municipalité située dans un comté visé à l'article 107, à compter de la date de l'adoption de la résolution prévue au deuxième alinéa de l'article 105 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de tous les règlements prévus à l'article 98, les articles 56 à 70 s'appliquent, en les adaptant, au territoire visé par la résolution.

CHAPITRE IV

LES RÈGLEMENTS D'URBANISME D'UNE MUNICIPALITÉ

SECTION I

LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

109. Sous réserve des dispositions de la présente loi, une municipalité peut, par règlement de son conseil, régir le zonage sur l'ensemble ou sur une partie de son territoire.

Un règlement de zonage peut contenir des dispositions sur l'un ou l'autre des objets suivants:

a) pour fins de réglementation, classifier les constructions et les usages et, selon un plan qui fait partie intégrante du règlement, diviser le territoire de la municipalité en zones;

b) diviser la zone en secteurs de manière que chacun de ces secteurs serve d'unité de votation aux fins des articles 117 à 125 et de manière que, dans chacun de ces secteurs, les normes d'implantation autorisées dans la zone puissent faire l'objet d'une réglementation subsidiaire de la part du conseil, à condition cependant que les normes quant aux usages permis soient uniformes dans tous les secteurs d'une même zone;

c) spécifier, pour chaque zone, les constructions ou les usages autorisés moyennant l'obtention d'un permis, y compris les usages et édifices publics, ainsi que les densités d'occupation du sol;

d) spécifier, pour chaque zone, les constructions ou les usages qui sont prohibés;

e) spécifier, pour chaque zone ou secteur de zone, les dimensions et le volume des constructions, l'aire des planchers et la superficie des constructions au sol; la longueur, la largeur et la superficie des espaces qui doivent être laissés libres entre les constructions sur un même terrain, l'utilisation et l'aménagement de ces espaces libres; l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des rues et les lignes de terrains; le recul des bâtiments par rapport à leur hauteur; l'architecture, la symétrie et l'apparence extérieure des constructions; le mode de groupement d'un ensemble de constructions sur un terrain; les matériaux de revêtement des constructions;

f) spécifier, pour chaque zone, la proportion du terrain qui peut être occupée par une construction ou un usage;

g) obliger tout propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiment, les projets d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, et à obtenir du fonctionnaire municipal désigné un permis de construction ou, selon le cas, un certificat d'approbation;

h) dans le cas d'une municipalité située près de la frontière entre le Québec et les États-Unis d'Amérique, interdire la construction de bâtiments à moins de trois mètres de distance de cette frontière;

i) définir le niveau d'un terrain par rapport aux voies de circulation;

j) déterminer l'endroit où doit se faire l'accès des véhicules au terrain;

k) prescrire, pour chaque zone ou chaque usage ou combinaison d'usages, l'espace qui sur les lots doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 9*) se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace; établir des normes de stationnement à l'intérieur ou à l'extérieur des édifices;

l) régir, restreindre ou, sans l'obtention d'un permis, interdire un changement d'usage d'un terrain;

m) régir, restreindre ou, sans l'obtention d'un permis, interdire l'excavation du sol, le déplacement d'humus, l'abattage d'arbres et tous travaux de déblai ou de remblai;

n) régir, restreindre ou, sans l'obtention d'un permis, interdire l'agrandissement, le déplacement, l'usage, la réparation ou la démolition d'une construction;

o) régir, restreindre ou, sans l'obtention d'un permis, interdire les enseignes et définir ce terme;

p) régir et restreindre l'emplacement, la hauteur et l'entretien des clôtures, des murs, des haies, des arbustes et des arbres;

q) régir ou prohiber la construction ou certains ouvrages, compte tenu soit de l'emplacement du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, toute prohibition faite en vertu du présent paragraphe pouvant être totale ou ne viser que certaines catégories d'immeubles que détermine le règlement;

r) régir l'emplacement et l'implantation des maisons mobiles et des roulottes;

s) régir les constructions et les usages dérogatoires protégés par les droits acquis:

i. en exigeant que cesse un usage dérogatoire protégé par droits acquis si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de temps définie par règlement et qui doit être raisonnable compte tenu de la nature de l'usage mais qui dans aucun cas ne doit être inférieure à six mois;

ii. en stipulant qu'un usage ou construction dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé par un autre usage ou construction dérogatoire;

iii. en interdisant l'extension ou la modification d'un usage ou une construction dérogatoire protégé par droits acquis ou en établissant les conditions en vertu desquelles un usage ou une construction dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu ou modifié;

t) permettre, dans des zones, des groupes de construction d'une classification déterminée et prévoir la réglementation spécifique applicable en un tel cas, malgré toute disposition générale s'appliquant à la zone;

u) prescrire que tout immeuble nouvellement érigé ou modifié ou dont on a changé la destination ou l'usage ne peut être occupé avant qu'un certificat ne soit délivré par le fonctionnaire municipal désigné, attestant que l'immeuble nouvellement érigé ou modifié ou, selon le cas, que la destination ou l'usage nouveau de l'immeuble, est conforme aux règlements de la municipalité;

v) déterminer les usages permis dans toute partie d'une construction.

110. Un règlement ayant pour objet d'abroger ou de modifier un règlement adopté en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, *l*, *n*, *o*, *q*, *r*, *s*, *t*, *u* et *v* de l'article 109 n'entre en vigueur

qu'après son approbation selon les articles 116 à 125, sous réserve des autres dispositions de la présente loi.

111. Lorsqu'un avis de motion a été donné en vue de modifier un règlement de zonage, aucun plan de construction ne peut être approuvé ni aucun permis accordé pour l'exécution de travaux qui, advenant l'adoption du règlement de modification, seront prohibés dans la zone concernée.

Le présent article cesse d'être applicable aux travaux en question si le règlement de modification n'est pas adopté et mis en vigueur dans les cent vingt jours de la date de l'avis de motion.

SECTION II

LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT

112. Sous réserve des dispositions de la présente loi, une municipalité peut, par règlement de son conseil, régir le lotissement sur l'ensemble ou sur une partie de son territoire.

Un règlement de lotissement peut contenir des dispositions sur l'un ou l'autre des objets suivants:

a) spécifier, pour chaque zone prévue au règlement de zonage, la superficie et les dimensions des lots ou des terrains par catégorie de construction ou d'usage;

b) prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues et ruelles, publiques ou privées, doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et leur largeur; cependant la largeur d'une rue publique ne doit pas être inférieure à quinze mètres à moins d'une autorisation du conseil de comté;

c) prescrire la superficie minimale et les dimensions minimales des lots lors d'une subdivision ou d'une redivision, compte tenu, soit de la proximité d'un ouvrage public, soit de l'existence ou, selon le cas, de l'absence d'installations septiques ou d'un service d'aqueduc ou d'égout sanitaire;

d) réglementer ou prohiber la division et la subdivision, compte tenu soit de l'emplacement du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, toute prohibition faite en vertu du présent paragraphe pouvant être totale ou ne viser que certaines catégories d'immeubles que détermine le règlement;

e) prohiber tels subdivisions et emplacements de rues ainsi que de ruelles ou de places publiques qui ne concordent pas avec les normes de superficie prévues au règlement de lotissement et

obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer, de la manière stipulée par le conseil, leur caractère de voies privées;

f) obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable au conseil municipal ou à un officier désigné à cette fin tout plan de division ou de redivision d'un terrain, ou de modification ou d'annulation du livre de renvoi d'une subdivision, que ce plan prévoie ou non des rues, et à obtenir de ce fonctionnaire un permis de lotissement;

g) exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision et à l'obtention d'un permis de lotissement, la cession de l'assiette des rues montrées sur le plan;

h) exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la municipalité, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation pour le terrain compris dans le plan, malgré l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50); le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la municipalité en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux; la municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent paragraphe s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial;

i) exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que le plan indique l'emplacement des servitudes existantes ou requises pour le passage des installations de transport d'énergie et de transmission des communications à l'usage des lots apparaissant sur le plan;

j) exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision dans tout ou partie de son territoire, qu'un règlement décrétant l'exécution de travaux pour l'implantation de services municipaux soit adopté.

113. Un règlement ayant pour objet d'abroger ou de modifier un règlement adopté en vertu des paragraphes *a*, *c* et *d* de

l'article 112 n'entre en vigueur qu'après son approbation selon les articles 116 à 125, sous réserve des autres dispositions de la présente loi.

114. Une municipalité peut, par règlement de son conseil, prévoir qu'aucun permis de construction ne sera accordé dans tout ou partie de son territoire, à moins que:

a) le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un ou plusieurs lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) les services d'aqueduc et d'égout ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou que le règlement décrétant leur installation ne soit en vigueur; et

c) le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée ne soit adjacent à une rue publique ou privée.

Le présent article ne s'applique pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

SECTION III

LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION

115. Sous réserve des dispositions de la présente loi, une municipalité peut, par règlement de son conseil, régir la construction sur l'ensemble ou sur une partie de son territoire.

Un règlement de construction peut contenir des dispositions sur l'un ou l'autre des objets suivants:

a) disposer qu'un permis est requis pour édifier, reconstruire, agrandir, modifier, réparer, déplacer ou apposer une enseigne;

b) établir un tarif des honoraires exigibles pour la délivrance des certificats et des permis de construction; cependant, dans le cas de construction d'habitations, ces honoraires ne doivent pas excéder trente dollars par logement;

c) réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler;

d) établir des normes de résistance, de salubrité et de sécurité ou d'isolation de toute construction;

e) ordonner que la reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur portée au rôle d'évaluation par suite d'un incendie ou de quelque autre cause soit effectuée en conformité avec le règlement de construction en vigueur au moment de cette reconstruction ou réfection.

SECTION IV

APPROBATION DES RÈGLEMENTS

116. Lorsqu'une disposition de la présente loi l'exige, un règlement de modification ou d'abrogation d'un règlement existant doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvé selon les dispositions des articles 117 à 125.

117. Le conseil doit d'abord adopter un projet de règlement qui est soumis à la consultation publique quant à son objet et aux conséquences de son adoption.

118. Cette consultation se fait au moyen d'une assemblée publique tenue par le conseil et présidée par le maire.

119. Le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité doit publier, dans un journal diffusé dans la municipalité au moins quinze jours francs avant la tenue de l'assemblée, un avis indiquant la date, l'heure, le lieu et les objets de l'assemblée.

120. Lorsque le règlement affecte une zone ou un secteur de la municipalité, à l'exclusion de tous les autres ou de quelques autres, l'avis doit décrire le périmètre de cette zone ou de ce secteur et l'illustrer par croquis en utilisant, pour autant que faire se peut, le nom des rues ou les noms ou numéros des chemins, selon le cas.

L'avis doit aussi indiquer la nature et l'effet du règlement projeté.

121. L'avis est affiché conformément à l'article 346 du Code municipal ou à l'article 372 de la Loi des cités et villes.

Dans le cas prévu à l'article 120, l'avis est affiché sur le site visé par le règlement.

122. Au cours de l'assemblée publique, le conseil municipal doit expliquer la modification et les conséquences de son adoption et donner à toute personne qui en manifeste l'intention l'occasion de se faire entendre; l'assemblée peut être ajournée autant de fois que nécessaire.

123. Suite à la consultation publique, le conseil peut adopter le règlement avec ou sans modification, après quoi il doit être approuvé conformément à la procédure prévue à l'article 124 ou 125.

124. Dans le cas d'une municipalité régie par la Loi des cités et villes ou par une charte spéciale:

a) le règlement doit faire l'objet de la procédure d'enregistrement prévue aux articles 398*a* à 398*o* de la Loi des cités et villes, sous réserve du présent article;

b) sont habiles à voter sur ce règlement les personnes qui sont inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans le territoire visé par le règlement et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne; cependant, pour les fins de la seule procédure d'enregistrement prévue aux articles 398*a* à 398*o* de la Loi des cités et villes, il ne doit être tenu compte que de celles d'entre elles qui sont habiles à voter sur le règlement le jour de l'adoption de ce règlement par le conseil, sous réserve du paragraphe c;

c) les personnes qui sont inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans une zone ou un secteur contigu à celui qui fait l'objet du règlement et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, sont habiles à voter, sur présentation au greffier, dans les cinq jours qui suivent la date de la publication d'un avis public adressé à ces personnes, d'une requête par au moins douze d'entre elles, ou par la majorité d'entre elles si leur nombre est inférieur à vingt-quatre; le greffier doit faire la publication de cet avis au moins huit jours avant la date de la publication de l'avis prévu à l'article 398*c* de la Loi des cités et villes; cet avis doit faire mention du droit de ces personnes de se prévaloir de la procédure d'enregistrement prévue aux articles 398*a* à 398*o* de la Loi des cités et villes et de celui de voter sur le règlement, le cas échéant, ainsi que de la manière d'exercer ces droits; il doit également contenir les particularités faisant l'objet du sous-paragraphe a de l'article 398*c* de la Loi des cités et villes;

d) lorsque, par l'application des articles 398*a* à 398*o* de la Loi des cités et villes, le vote est demandé, les articles 399 à 410 de cette dernière loi s'appliquent en les adaptant; cependant, malgré le paragraphe 2 de l'article 399 de cette même loi, le vote se prend en nombre seulement.

125. Dans le cas d'une municipalité régie par le Code municipal:

a) le secrétaire-trésorier de la municipalité doit, dans les douze jours de l'adoption du règlement, en donner avis public aux électeurs propriétaires habiles à voter sur ce règlement et le tenir affiché durant au moins cinq jours; cet avis doit mentionner:

i. le numéro, le titre et l'objet du règlement ainsi que la date de son adoption par le conseil; en outre lorsque le règlement affecte une zone ou un secteur de la municipalité à l'exclusion de tous les autres ou de quelques autres, l'avis doit décrire le périmètre de cette zone ou de ce secteur en utilisant, pour autant que faire se peut, le nom des rues ou les noms ou numéros des chemins, selon le cas;

ii. le droit pour les électeurs propriétaires habiles à voter sur le règlement, de demander au cours d'une assemblée publique convoquée à cet effet, que le règlement fasse l'objet d'un scrutin, le nombre requis de ces personnes pour qu'un scrutin ait lieu et qu'à défaut de ce nombre, le règlement sera réputé approuvé par elles;

iii. l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée publique;

b) une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenu, entre sept heures et dix heures du soir, aux lieu et jour fixés par le conseil, au plus tard le vingt-cinquième jour suivant l'adoption du règlement et après au moins cinq jours francs suivant la date de publication de l'avis prévu au paragraphe a;

c) le secrétaire-trésorier de la municipalité, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement; après l'écoulement des deux heures suivant la lecture du règlement, celui-ci est réputé avoir reçu l'approbation des électeurs propriétaires habiles à voter, à moins que le nombre de ces personnes présentes ayant demandé la tenue d'un scrutin ne soit:

i. d'au moins treize, plus dix pour cent du nombre des électeurs propriétaires habiles à voter en excédent des vingt-cinq premiers, lorsque ces électeurs sont plus de vingt-cinq;

ii. d'au moins la majorité, si les électeurs propriétaires habiles à voter sont au moins vingt-cinq;

d) si le vote est demandé, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs; dans le calcul d'un pourcentage pour les fins du présent article, toute fraction ou décimale compte pour une unité et il ne doit être tenu compte que des électeurs propriétaires habiles à voter sur le règlement le jour de son adoption par le conseil;

e) au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 387*a* à 387*l* du Code municipal; seuls sont admis à voter sur les règlements d'abrogation ou de modification ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la municipalité ou, selon le cas, dans la zone ou le secteur affecté par ledit règlement ou ladite partie du règlement, sous réserve du paragraphe *f*;

f) les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au secrétaire-trésorier de la municipalité, dans les cinq jours qui suivent la date de publication d'un avis public adressé à ces personnes, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre; le secrétaire-trésorier de la municipalité doit publier cet avis au moins cinq jours francs avant la date de publication prévue au paragraphe *a*; cet avis doit faire mention du droit de ces personnes d'être présentes à l'assemblée publique, de demander la tenue d'un scrutin et de voter sur le règlement, le cas échéant, ainsi que de la manière d'exercer ces droits; il doit également contenir les particularités faisant l'objet du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a*.

CHAPITRE V

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

126. Une municipalité peut, par règlement de son conseil:

a) constituer un comité consultatif d'urbanisme présidé par un membre du conseil et composé du nombre de membres qu'il détermine et qui peuvent être choisis parmi les membres du conseil et les résidants de la municipalité;

b) attribuer à ce comité des pouvoirs d'étude et de recommandation en matière d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction;

c) permettre au comité d'établir ses règles de régie interne;

d) fixer le terme d'office des membres;

e) autoriser le conseil à nommer, par résolution, les membres et officiers du comité et à lui adjoindre, par résolution également, les personnes dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions.

Le conseil peut voter et mettre à la disposition du comité les sommes d'argent dont il a besoin pour l'accomplissement de ses fonctions.

CHAPITRE VI

POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT

127. Un schéma d'aménagement en vigueur, de même qu'un plan d'urbanisme et un règlement à l'égard desquels un certificat de conformité a été délivré en vertu de la présente loi lient le gouvernement, ses ministères et mandataires.

128. Lorsque le gouvernement, ses ministères ou mandataires désirent intervenir à l'intérieur d'un comté où est en vigueur un schéma d'aménagement, par l'implantation d'équipements ou d'infrastructures, ou par la réalisation de travaux, le ministre doit d'abord adresser un avis de son intention au conseil de comté.

L'avis du ministre mentionne l'objet et les motifs de l'intervention. Copie de cet avis est enregistrée à la Commission.

129. Dans les quatre-vingt-dix jours de la date de réception de l'avis du ministre, le conseil de comté adresse au ministre une opinion écrite sur la conformité de l'intervention projetée par rapport aux objectifs du schéma.

Copie de cette opinion est enregistrée à la Commission.

130. Si le conseil de comté est d'avis que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma, le ministre peut demander à la Commission un avis sur la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma.

La Commission doit, dans les quarante-cinq jours de la réception de cette demande, donner un avis de conformité. Cet avis est final et lie les intéressés.

131. Si la Commission est d'avis que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma, le ministre demande au conseil de comté de modifier son schéma d'aménagement.

Cette demande se fait par ordonnance dont copie est transmise, dès son émission, au conseil de comté, à chacune des municipalités du comté et à la Commission, pour enregistrement.

Cette ordonnance entre en vigueur le jour de son émission; elle est publiée dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis de la date de son entrée en vigueur.

132. Sur réception de cette ordonnance, le conseil de comté doit modifier son schéma conformément à l'ordonnance du ministre.

Copie du schéma modifié est, dès son adoption, transmise au ministre et à chacune des municipalités du comté, et enregistrée à la Commission.

Le schéma modifié entre en vigueur quinze jours après son adoption par le conseil de comté.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

133. Si à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du ministre, le conseil de comté n'a pas modifié son schéma à la satisfaction du ministre, le gouvernement peut, par décret, modifier le schéma.

Copie du décret est, dès son adoption, transmise par le ministre au conseil de comté et à chacune des municipalités du comté, et enregistré à la Commission.

La modification opérée par décret entre en vigueur à la date mentionnée au décret et a le même effet que si elle avait été faite par le conseil de comté.

Avis de son entrée en vigueur est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

CHAPITRE VII

LA ZONE D'INTERVENTION SPÉCIALE

134. Le gouvernement peut, par décret, déclarer toute partie du territoire du Québec zone d'intervention spéciale.

135. Une zone d'intervention spéciale est créée dans le but d'assurer:

a) la protection des sites présentant pour la collectivité une valeur particulière, notamment pour des raisons d'ordre historique, culturel, scientifique, esthétique, récréatif ou écologique;

b) la protection, l'amélioration, le renouvellement ou l'exploitation de ressources naturelles présentant pour la collectivité un intérêt exceptionnel, telles les eaux et les rives adjacentes, les forêts, les mines, les carrières et les sablières;

c) l'installation et la mise en place d'équipements et d'infrastructures ainsi que l'aménagement de développements immobiliers occasionnés ou suscités par des investissements publics et

privés suivant des normes et à des conditions déterminées par le gouvernement;

d) la résolution d'un problème d'aménagement dont l'urgence ou la gravité justifie, de l'avis du gouvernement, une intervention.

136. Un territoire ne peut être déclaré zone d'intervention spéciale que si un projet de décret a été préalablement publié dans la *Gazette officielle du Québec* et signifié aux comtés, aux municipalités concernées et enregistré à la Commission.

137. Le projet de décret doit comprendre les éléments suivants:

a) la délimitation du territoire couvert par le projet de décret;

b) un énoncé des objectifs poursuivis et des raisons à l'appui de ces objectifs;

c) les principes qui doivent guider l'aménagement du territoire visé, les normes à respecter, les projets à réaliser et les modalités de réalisation;

d) les modalités de révision ou d'abrogation du décret;

e) les dispositions réglementaires envisagées pour l'aménagement du territoire visé;

f) les modalités de consultation des conseils de comté, des municipalités et de la population affectés par le décret projeté.

138. À compter de la date de la publication du projet de décret dans la *Gazette officielle du Québec* et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du décret, sont interdits sur le territoire visé par le projet de décret:

a) toute construction, transformation, addition ou implantation nouvelle, ou toute affectation nouvelle du sol à l'exception des affectations du sol et des bâtiments pour des fins agricoles sur des terres en culture;

b) la confection de tout plan de division ou de subdivision de terrain;

c) la modification ou l'annulation du livre de renvoi d'une subdivision;

d) le morcellement d'un lot fait par aliénation selon l'article 2168 du Code civil.

Toutefois, le gouvernement peut à tout moment soustraire toute partie de territoire visé par le projet de décret aux prohibitions édictées par le présent article. Ces prohibitions cessent alors de s'appliquer dans cette partie du territoire à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec*, par le ministre, d'un avis contenant la description de la partie du territoire ainsi soustraite aux prohibitions édictées par le présent article.

139. Le décret est adopté avec ou sans modification, par le gouvernement et contient les éléments suivants:

- a) une description du périmètre d'application;
- b) un énoncé des objectifs poursuivis;
- c) la réglementation applicable à l'intérieur du périmètre visé;
- d) la désignation de l'autorité responsable de l'administration de la réglementation prévue au paragraphe c;
- e) les modalités de modification, de révision ou d'abrogation de la réglementation applicable.

140. Le décret est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de cette publication ou à toute date ultérieure fixée par proclamation du gouvernement.

Copie du décret est signifiée à chacun des comtés et des municipalités concernés, et enregistrée à la Commission.

141. À compter de l'entrée en vigueur du décret, la réglementation qui y est prévue s'applique à l'intérieur du périmètre d'application.

Cette réglementation est administrée conformément aux modalités du décret par la municipalité, le conseil de comté ou tout autre organisme désigné.

TITRE II

ADMINISTRATION

CHAPITRE I

CORPORATIONS DE COMTÉ

SECTION I

LE TERRITOIRE DES CORPORATIONS DE COMTÉ

§ 1.—*Délimitation*

142. Le gouvernement peut, par lettres patentes, modifier le territoire des corporations de comté défini à l'article 13 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1964, chapitre 5).

Le gouvernement peut aussi, par lettres patentes, créer de nouvelles corporations de comté et définir leur territoire.

Le gouvernement peut en tout temps modifier les lettres patentes délivrées en vertu du présent article.

143. Les municipalités locales, à l'exception des municipalités mentionnées à l'annexe A de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), et de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), de même que les municipalités constituées en vertu de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (1971, chapitre 54), font partie des corporations de comté qui sont créées ou dont le territoire est modifié par des lettres patentes délivrées suivant l'article 142.

144. Les lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142 doivent:

a) définir le territoire de la corporation de comté qui est créée ou dont le territoire est modifié;

b) indiquer, s'il s'agit d'une nouvelle corporation de comté, le nom sous lequel cette corporation sera désignée;

c) fixer les tranches de population à partir desquelles les municipalités disposeront de voix additionnelles au conseil de comté, ou déterminer le nombre de représentants additionnels devant représenter la municipalité au conseil de comté;

d) fixer le nombre maximum de personnes pouvant faire partie du comité administratif et indiquer les pouvoirs que le

conseil peut déléguer à ce comité ainsi que les conditions d'exercice de cette délégation;

e) s'il s'agit d'une nouvelle corporation de comté, fixer la date et l'endroit de la première séance du conseil;

f) s'il s'agit d'une nouvelle corporation de comté, désigner une personne pour agir comme secrétaire-trésorier de la corporation jusqu'à la fin de la première séance du conseil;

g) déterminer, s'il y a lieu, la corporation à laquelle succède la nouvelle corporation et indiquer l'endroit où devront être déposées ses archives;

h) énoncer les autres règles qui devront régir cette corporation de comté, et ce malgré l'article 145.

145. Lorsqu'une corporation de comté succède à une autre corporation de comté, elle en acquiert les droits et en assume les obligations; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance en ses lieu et place.

Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôle de perception et autres actes de la corporation de comté à laquelle une autre a succédé demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés ou abrogés.

146. Les fonctionnaires et employés d'une corporation de comté à laquelle une autre succède passent au service de cette autre corporation de comté, conservent un traitement au moins égal et y demeurent en fonction jusqu'à leur démission ou leur remplacement, sous réserve des autres dispositions de la loi.

147. Le ministre donne avis de la délivrance des lettres patentes en les publiant dans la partie II de la *Gazette officielle du Québec*; les lettres patentes entrent en vigueur à la date de cette publication ou à la date ultérieure mentionnée dans l'avis.

148. L'Éditeur officiel du Québec doit publier dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* des lettres patentes délivrées au cours de l'année précédente, la date de leur entrée en vigueur, de même que la description du territoire de chacune des corporations de comté qui ont été créées ou dont le territoire a été modifié par ces lettres patentes.

§ 2.—*Modification*

149. Une municipalité locale faisant partie d'une corporation de comté pour laquelle des lettres patentes ont été délivrées

en vertu de l'article 142 peut présenter une requête au ministre en vue d'obtenir son retrait de cette corporation de comté et son rattachement à une autre corporation de comté à laquelle elle est contiguë.

150. Une municipalité qui désire obtenir son rattachement à une autre corporation de comté doit:

a) adopter un règlement autorisant la présentation d'une requête au ministre à cet effet et indiquer les conditions du rattachement proposé;

b) faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*, dans deux éditions consécutives, un avis énonçant ses limites territoriales, le chiffre de sa population et son intention de présenter au ministre une requête en vue de son rattachement à une autre corporation de comté qu'elle désigne;

c) donner un avis public résumant l'objet de la requête et indiquant qu'une personne peut, dans les trente jours suivant cet avis, transmettre par écrit au ministre son opposition à la requête.

151. Si le ministre le requiert, la Commission municipale du Québec doit tenir une enquête publique dans le but de s'enquérir de l'opportunité d'accorder la demande de rattachement à une corporation de comté.

Le rapport de la Commission municipale du Québec doit être rendu public dans les quinze jours de sa présentation au ministre.

152. Le règlement visé à l'article 150 doit être approuvé par les propriétaires et les locataires intéressés au sens de l'article 38 de la Loi des cités et villes.

153. Cette consultation se fait conformément aux articles 398a à 398o de la Loi des cités et villes et, si le vote est demandé, conformément aux articles 399 à 410 de la même loi.

154. Si le règlement visé à l'article 150 est approuvé, la municipalité requérante peut présenter une requête au ministre lui demandant de lui accorder son retrait de la corporation de comté à laquelle elle est rattachée et son rattachement à une autre corporation de comté.

155. La requête est transmise au ministre et doit être accompagnée d'un certificat du greffier ou, selon le cas, du secrétaire-trésorier de la municipalité requérante, attestant l'adoption du règlement.

156. Si le ministre est d'avis qu'il est opportun d'accorder la demande de rattachement à une autre corporation de comté, il recommande cette mesure au gouvernement.

157. Le gouvernement peut alors décréter la délivrance des lettres patentes requises pour donner effet aux modifications consenties. Ces lettres patentes doivent être publiées conformément aux articles 147 et 148.

158. Sous réserve des dispositions contenues dans les lettres patentes, lorsqu'une municipalité a obtenu son rattachement à une corporation de comté à laquelle elle est contiguë, elle reste assujettie aux dispositions des différents actes, règlements et ordonnances en vigueur au moment de ce rattachement jusqu'à ce que ces actes, règlements ou ordonnances soient modifiés, annulés ou abrogés.

À moins qu'il n'en soit autrement pourvu dans les lettres patentes, le partage des actifs et passifs entre les deux corporations de comté concernées se fait selon les articles 50 à 61 du Code municipal, en les adaptant.

SECTION II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES CORPORATIONS DE COMTÉ

159. Le conseil d'une corporation de comté se compose du maire de chaque municipalité qui en fait partie ainsi que, le cas échéant, des représentants additionnels prévus pour chaque municipalité aux lettres patentes.

Les représentants additionnels d'une municipalité doivent être nommés parmi ses membres par résolution de son conseil.

L'administrateur d'une municipalité constituée en vertu de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (1971, chapitre 54) fait également partie du conseil de la corporation de comté mais ne peut être élu à titre de préfet.

160. Tout représentant d'une municipalité de cité ou de ville est habilité à participer aux délibérations et au vote du conseil de comté pour les fins du titre I de la présente loi et pour les autres cas où la loi applicable à la municipalité de cité ou de ville ou à la corporation de comté confère à cette dernière une juridiction à laquelle est assujettie la municipalité de cité ou de ville, avec ou sans le consentement de cette dernière. Le cas échéant, s'il a été formé pour ces cas un bureau de délégués, ce

bureau est dissous et ses décisions, s'il en est, deviennent les décisions du conseil de comté.

Tout représentant d'une municipalité de cité ou de ville est habilité aussi à participer aux délibérations et au vote du conseil de comté pour toutes autres fins de la compétence du comté, si une majorité de voix est exprimée à cet effet.

161. Les séances du conseil sont présidées par le préfet de comté, qui est également le chef de l'exécutif de la municipalité de comté.

162. Le préfet est élu par le vote des deux tiers des voix du conseil de comté; il doit être choisi parmi les maires.

Cette élection a lieu au scrutin secret sous la présidence du secrétaire-trésorier.

163. Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142, le conseil de comté doit procéder à l'élection prévue à l'article 162.

164. Le conseil de la municipalité dont le maire est élu préfet peut, par le vote des deux tiers de ses membres, désigner parmi ses membres une personne qui fera partie du conseil de comté aux fins d'y faire valoir les voix dont dispose cette municipalité en vertu des lettres patentes.

165. Le préfet de comté est élu pour un mandat de quatre ans et il n'est rééligible que pour un second terme consécutif.

166. Le préfet dispose d'un vote prépondérant au conseil lorsqu'il y a égalité des voix.

167. Le conseil nomme parmi ses membres un préfet suppléant, lequel, en l'absence du préfet ou pendant que la charge est vacante, remplit les fonctions de préfet, avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés. Le préfet suppléant est choisi parmi les maires.

168. Après l'élection prévue à l'article 163, le conseil de comté doit tenir une séance ordinaire au moins une fois tous les soixante jours.

169. Le tiers des membres représentant au moins la moitié des voix constituent le quorum du conseil du comté.

170. Sauf disposition contraire, les décisions du conseil de comté sont prises à la majorité des voix.

171. Le représentant d'une municipalité locale dispose d'au moins une voix au conseil de comté et, le cas échéant, de voix additionnelles de la manière stipulée dans les lettres patentes.

172. Le préfet et les membres du conseil de comté sont rémunérés selon le tarif établi par le gouvernement.

173. Le maire d'une municipalité locale peut, avec l'accord des deux tiers des membres du conseil municipal, désigner un autre membre du conseil pour le remplacer aux réunions du conseil de comté.

CHAPITRE II

LA COMMISSION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT

SECTION I

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

174. Un organisme est constitué sous le nom de «Commission nationale de l'aménagement».

175. La Commission est composée de cinq membres dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans. La durée de leur mandat, une fois fixée, ne peut être réduite.

Deux membres de la Commission sont nommés après consultation des organismes les plus représentatifs des municipalités et des comtés.

176. Le gouvernement fixe le traitement et, s'il y a lieu, les honoraires, allocations ou traitement additionnel des membres de la Commission. Leur traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

177. À l'expiration de leur mandat, le président et les autres membres de la Commission demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

178. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions à plein temps.

179. En cas d'incapacité d'agir ou d'absence du président, il est remplacé par le vice-président ou, à défaut de ce dernier, par un autre membre choisi par la Commission.

180. Un membre de la Commission ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

181. Le quorum de la Commission est de trois membres. Au cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

182. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Commission sont nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 50*).

183. La Commission peut nommer ou s'adjoindre les experts qu'elle juge nécessaires. Leur rémunération est fixée par règlement du gouvernement.

184. La Commission a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de l'établissement ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission peut tenir des séances à tout endroit au Québec.

185. La Commission peut, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, adopter des règles de régie interne.

Les règles adoptées en vertu du présent article entrent en vigueur sur approbation du gouvernement et sont publiées dans la *Gazette officielle du Québec*.

186. Sont authentiques les avis de la Commission certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire de la Commission.

187. Les membres de la Commission et son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

188. La Commission doit transmettre au ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de ses activités pour l'année précédente.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale; s'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE LA COMMISSION

189. La Commission donne les avis de conformité prévus à la présente loi.

190. La Commission est le registraire et le gardien des règlements, résolutions, ordonnances, décrets, avis et opinions dont la présente loi prévoit l'enregistrement.

191. Un conseil de comté, une municipalité ou, dans le cas de l'article 130, le ministre doit fournir à la Commission tout document public, règlement, étude ou rapport public qu'elle requiert pour l'exécution de ses fonctions.

192. Un avis de conformité donné par la Commission doit indiquer les motifs sur lesquels se fonde la Commission et être enregistré.

193. La Commission tient un registre des documents et pièces dont la présente loi prescrit l'enregistrement.

Toute personne peut consulter le registre et les documents et pièces qui y sont enregistrés et, sur paiement de l'honoraire prescrit par règlement du gouvernement, en obtenir des copies.

TITRE III

SANCTIONS ET RECOURS

194. La Cour supérieure peut, sur requête de la corporation de comté, de la municipalité ou de tout intéressé, ordonner la cessation:

a) d'une utilisation du sol incompatible avec un règlement de zonage, un règlement de lotissement ou un règlement de construction;

b) d'une opération prévue à l'article 128 qui n'est pas conforme aux objectifs d'un schéma d'aménagement.

Elle peut également ordonner, aux frais du propriétaire, la démolition de toute construction ou la remise en état du terrain.

195. La Cour supérieure peut, sur requête de la corporation de comté, de la municipalité ou de tout intéressé, ordonner la cessation de toute utilisation du sol et de toute opération entreprise à l'encontre de l'article 56 ou du règlement de contrôle intérimaire visé à l'article 58.

Elle peut également, en pareil cas, ordonner, aux frais du propriétaire, la démolition de toute construction ou la remise en état du terrain.

196. Lorsque la construction, la modification ou l'agrandissement d'un bâtiment n'est pas fait conformément aux règlements de zonage, de construction ou de lotissement ou lorsqu'un bâtiment est dans un état tel qu'il peut mettre en danger des personnes, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé cet immeuble peut, sur requête de la corporation de comté, de la municipalité, d'un propriétaire ou d'un résident de cette dernière, enjoindre au propriétaire du bâtiment ou à toute autre personne qui en a la garde d'exécuter les travaux requis pour le rendre conforme aux règlements ou pour assurer la sécurité des personnes ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile et si le propriétaire a été mis en cause, de procéder à sa démolition dans le délai qu'il fixe et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai, la corporation de comté ou la municipalité pourra procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment.

Lorsque la requête concerne un immeuble dont l'état peut mettre en danger des personnes, elle doit être signifiée de la manière prescrite par le juge, à moins qu'il ne dispense de toute signification; elle est instruite et jugée d'urgence; le juge peut, lors de la présentation de la requête, permettre aux parties de produire une contestation écrite dans le délai qu'il détermine et fixer une date pour l'enquête et l'audition; il peut aussi requérir toute preuve, s'il l'estime nécessaire.

En cas d'urgence exceptionnelle, le juge peut autoriser la corporation de comté ou la municipalité à exécuter ces travaux ou à procéder à cette démolition sur le champ et la corporation de comté ou la municipalité peut en réclamer le coût du propriétaire du bâtiment si elle vient à le connaître ou à le trouver. Le juge peut aussi, dans tous les cas, enjoindre aux personnes qui habitent le bâtiment de l'évacuer dans le délai qu'il fixe.

197. Lorsqu'un bâtiment a perdu la moitié de sa valeur, soit par vétusté, soit par un incendie ou une explosion qui l'a endommagé, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé ce bâtiment peut, à la demande de la corporation de comté ou de la municipalité, rendre quelque ordonnance visée à l'article 196 suivant la procédure qui y est prévue.

198. Le coût des travaux de démolition, de réparation, d'altération, de construction ou de remise en état d'un terrain encouru par une corporation de comté ou une municipalité lors de l'exercice des pouvoirs visés aux articles 196 et 197 constitue contre la propriété une charge assimilée à la taxe foncière et recouvrable de la même manière.

199. Lorsque la présente loi exige une signification, elle peut être faite par huissier ou par courrier recommandé.

Dans le cas d'une signification par courrier recommandé, elle est réputée avoir été faite à la date de l'expédition.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES, TRANSITOIRES ET FINALES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

200. Nul permis ou certificat prévu dans la présente loi ne peut être valablement accordé ou délivré s'il ne l'est par un fonctionnaire que le conseil de comté ou le conseil de la municipalité désigne à cette fin et s'il ne l'est conformément aux exigences de la présente loi et des règlements dont elle prévoit l'adoption.

201. Le conseil de comté et le conseil d'une municipalité peuvent, par règlement, établir la procédure relative à la demande et à la délivrance des permis et des certificats qu'il est de leur compétence respective de délivrer en vertu de la présente loi. Ils peuvent aussi fixer les honoraires exigibles pour cette délivrance sous réserve du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 115.

202. À défaut par une corporation de comté ou par une municipalité d'accomplir un acte dans le délai ou avant l'échéance qu'impartit la présente loi, ou un règlement, ou une ordonnance ou un décret adopté ou rendu en vertu de la présente loi, le ministre peut se substituer à la corporation de comté ou à la municipalité en défaut. Tout acte que pose le ministre a le même effet que si cet acte émanait de la corporation de comté ou de la municipalité en défaut en vertu de ses pouvoirs.

Le ministre peut, aux fins du présent article, mandater un représentant.

La décision du ministre d'exercer ou de cesser d'exercer les pouvoirs que lui confère le présent article prend effet immédiatement; elle doit faire l'objet d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* dans les quinze jours de cette décision et être enregistrée à la Commission.

203. Le ministre peut prolonger, de sa propre initiative ou à la demande d'une corporation de comté ou d'une municipalité, un délai ou une échéance que leur impartit la présente loi ou un règlement adopté ou une ordonnance rendue en vertu de la présente loi, si ce délai n'est pas expiré ou si ce terme n'est pas accompli.

S'il le juge opportun, le ministre peut accorder un nouveau délai ou fixer une nouvelle échéance, à la demande de la corporation de comté ou de la municipalité en défaut, selon les conditions qu'il détermine.

Dans un cas comme dans l'autre, la décision du ministre agréant la demande prend effet immédiatement, doit faire l'objet d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* dans les quinze jours de cette décision et être enregistrée à la Commission.

204. Le ministre peut, dans le délai prévu à la présente loi, demander à la Commission un avis de conformité de tout plan ou règlement d'urbanisme aux objectifs du schéma d'aménagement du comté.

Le ministre peut, dans le délai prévu à la présente loi, demander à la Commission un avis de conformité de tout règlement de zonage, de lotissement ou de construction au plan d'urbanisme.

205. Le gouvernement peut, par règlement:

- a) prescrire les règles qui président à la préparation et à la présentation des schémas d'aménagement;
- b) prescrire les règles relatives à la bonne marche et à la procédure des assemblées prévues aux articles 14, 23, 86, 91 et 118;
- c) prescrire les règles et les modalités de la tenue du référendum prévu à l'article 24;
- d) prescrire les honoraires prévus à l'article 193.

Ces règlements doivent être enregistrés auprès de la Commission; ils entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

206. Pour les fins de la présente loi, la population d'une municipalité est celle qui est reconnue valide par le gouvernement selon les dispositions de la Loi des cités et villes et du Code municipal.

La population du comté est la population totale de chaque municipalité faisant partie de la population du comté à laquelle s'ajoute la population des territoires visés à l'article 27 du Code municipal.

207. Le ministre peut accorder une aide financière à une corporation de comté pour l'élaboration et la mise en application d'un schéma d'aménagement.

Il peut également accorder une aide financière à une municipalité ou à une corporation de comté pour l'élaboration et l'application d'un plan d'urbanisme, d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction.

208. Le titre II de la présente loi a préséance sur toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale ou de lettres patentes applicables à une municipalité, à compter de l'entrée en vigueur des lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142 tant à l'égard des corporations de comté à qui ces lettres patentes sont délivrées qu'à l'égard des municipalités locales faisant partie de cette municipalité de comté.

Sous cette réserve:

a) les dispositions d'une loi générale ou spéciale ou de lettres patentes ayant pour objet des matières sur lesquelles ne dispose pas spécifiquement la présente loi et qui, avant l'entrée en vigueur de lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142, s'appliquent à une municipalité de cité ou de ville, y compris les amendements et ajouts auxdites dispositions, continuent de s'appliquer à cette dernière municipalité malgré l'article 143;

b) la municipalité locale à qui sont octroyées des lettres patentes en vertu de l'article 12 de la Loi des cités et villes après l'entrée en vigueur de lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142 est assimilée, quant aux dispositions qui lui sont applicables, à une municipalité qui a cessé de faire partie d'une corporation de comté à laquelle ne s'applique pas la présente loi, malgré l'article 143;

c) le premier alinéa et le paragraphe *a* s'appliquent, en les adaptant, aux membres du conseil ainsi qu'aux fonctionnaires d'une corporation de comté dont les lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142 sont en vigueur;

d) le présent article s'applique, en l'adaptant, à une municipalité constituée en vertu du chapitre 54 des lois de 1971.

209. L'article 3 du Code municipal est remplacé par le suivant:

“3. Le territoire régi par le présent code est divisé en municipalités de comté.

Les municipalités de comté comprennent des municipalités de campagne et de village, sauf les municipalités de comté à qui ont été délivrées des lettres patentes en vertu de l'article 142 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, chapitre *insérer ici le numéro du chapitre du projet de loi n° 125*), lesquelles peuvent aussi comprendre des municipalités de cité ou de ville ne faisant pas partie d'une communauté urbaine ou régionale ainsi que des municipalités constituées en vertu de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (1971, chapitre 54).»

CHAPITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

210. La présente loi remplace les dispositions du Code municipal et de la Loi des cités et villes énumérées à l'annexe A, de la manière et dans la mesure indiquées dans cette énumération.

211. Les dispositions de la présente loi qui remplacent, suivant l'article 210, les dispositions du Code municipal ou de la Loi des cités et villes s'appliquent à l'encontre de toute disposition d'une loi spéciale ou d'une charte ayant remplacé, modifié ou abrogé, pour une municipalité à laquelle s'applique la présente loi, directement ou indirectement, que cette municipalité fasse partie ou non d'une communauté urbaine ou régionale.

Les dispositions de la présente loi s'appliquent également aux municipalités de cité ou de ville qui ne sont pas visées à l'article 1 de la Loi des cités et villes.

212. Dans une loi générale ou spéciale, une charte, un arrêté en conseil ou un règlement, un renvoi à une disposition remplacée suivant l'article 210 est censé un renvoi à la disposition équivalente de la présente loi.

Le présent article s'applique notamment à la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), à la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84) et à la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85).

213. Malgré les articles 369 du Code municipal et 394 de la Loi des cités et villes, l'abrogation ou la modification d'un règle-

ment qui, selon les dispositions d'une loi générale ou spéciale remplacées suivant la présente loi, requérait une approbation quelconque, peut être faite valablement en suivant les dispositions de la présente loi.

214. Tout plan directeur d'urbanisme, plan de zonage, règlement de zonage, de lotissement et de construction adopté par une municipalité avant l'entrée en vigueur de la présente loi demeure en vigueur et conserve tous ses effets jusqu'à ce qu'il soit remplacé, modifié ou abrogé conformément aux dispositions de la présente loi.

215. Toute commission conjointe d'urbanisme instituée en vertu de l'article 392*e* du Code municipal ou du paragraphe 3 de l'article 68 de la Loi des cités et villes demeure en opération jusqu'à l'adoption d'une résolution prévue à l'article 3 ou d'une ordonnance prévue à l'article 4.

216. Les dispositions suivantes du Code municipal sont abrogées:

- a) les paragraphes *h*, *i*, *j* et *k* de l'article 392*f*;
- b) l'article 392*h*;
- c) l'article 393*b*;
- d) l'article 393*c*;
- e) l'article 393*e*;
- f) l'article 393*f*.

217. Les dispositions suivantes de la Loi des cités et villes sont abrogées:

- a) les huitième, neuvième, dixième et onzième alinéas du paragraphe 8 de l'article 429;
- b) l'article 428*c*;
- c) l'article 428*d*;
- d) l'article 429*f*.

218. Les chapitres I et II du titre I ne s'appliquent à une corporation de comté qu'à compter de l'entrée en vigueur des lettres patentes délivrées en vertu de l'article 142.

219. La présente loi ne s'applique pas sur les territoires situés au nord du 55^e parallèle ni sur le territoire décrit à l'annexe de la Loi du développement de la région de la Baie James (1971, chapitre 34).

220. Le ministre désigné par le gouvernement est responsable de l'application de la présente loi.

221. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE A

dispositions du Code municipal et de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) remplacées par l'article 210 de la présente loi.

DISPOSITIONS DU CODE MUNICIPAL	DISPOSITIONS DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES	DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES DE LA PRÉSENTE LOI
Art. 392 <i>f</i> , par <i>a</i> , <i>b</i>	Art. 429, par 8°, 1 ^{er} , 2 ^e al.	Art. 76, 79, 80

Art. 392*a*, 1^{er} al., les mots suivants: classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et la dimension des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'édification de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements.»

Art. 426, par 1°, les mots suivants: «classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et la dimension des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article;»

Article 426, par 1^{er}a.

Art. 109, par *a*, *b*, *c*,
e, *f*, *g*, *k*

DISPOSITIONS DU CODE MUNICIPAL	DISPOSITIONS DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES	DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES DE LA PRÉSENTES LOI
Art. 393		Art. 109, par <i>h</i>
Art. 393 <i>a</i> , par 1 <i>b</i> , <i>c</i>	Art. 429 <i>b</i> , par 1 <i>b</i> , <i>c</i>	Art. 109, par <i>q</i> , <i>r</i>
	Art. 425, par 2°	Art. 109, par <i>t</i>
Art. 392 <i>a</i> , 2°-9° al.	Art. 426, par 1° <i>c</i>	Art. 110
Art. 392 <i>b</i>	Art. 385, 2° al.	Art. 111
Art. 392 <i>f</i> , par <i>c</i> , <i>d</i> , <i>e</i> , <i>g</i>	Art. 429, par 8°, 3°, 4°, 5°, 7° al.	Art. 112, par <i>b</i> , <i>e</i> , <i>f</i> , <i>h</i>
Art. 393 <i>a</i> , par 1 <i>a</i> , <i>b</i>	Art. 429 <i>b</i> , par 1 <i>a</i> , <i>b</i>	Art. 112, par <i>c</i> , <i>d</i>
Art. 392 <i>c</i> , par 1	Art. 426, par 3°	Art. 114
Art. 392 <i>a</i> , 1 ^{er} al., les mots suivants: «Toute corporation locale peut faire amender ou abroger des règlements pour réglementer les matériaux à em- ployer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvra- ges n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait;»	Art. 425, par 2° Art. 426, par 1°, les mots suivants: «Pour réglementer les matériaux à em- ployer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvra- ges n'ayant pas la résistance exigée, prescrire des conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait;» par 27°, 1 ^{er} , 3° al.	Art. 115
Art. 392 <i>d</i>	Art. 68, par 2	Art. 126
Art. 393 <i>d</i>	Art. 429 <i>e</i>	Art. 168 et 169
Art. 392 <i>g</i> , 1 ^{er} , 2° al.	Art. 426, par 1° <i>b</i> , 4° <i>a</i>	Art. 170
	Art. 426, par 27°, 2° al.	Art. 171
Art. 392 <i>g</i> , 3° al.	Art. 518 <i>a</i>	Art. 172
Art. 392 <i>c</i> , par 2 Art. 392 <i>f</i> , par <i>f</i>	Art. 426, par 2 Art. 429, par 8, 6° al.	Art. 201